

**Union européenne - Consultations
citoyennes - Brexit - armée
européenne - Entretien de Mme
Nathalie Loiseau, ministre chargée
des affaires européennes avec
l'hebdomadaire "Le Journal du
Dimanche"**

(Paris, 18 novembre 2018)

Q - J'imagine que vous auriez souhaité une participation plus massive des Français à cette grande consultation...

R - Le nombre de consultations qui se sont tenues, c'est-à-dire près de 1.100, est supérieur à nos attentes. Je retiens que ces réunions ont été organisées dans 97 départements français, y compris en Outre-mer, et que l'Etat et les préfetures n'y étaient qu'exceptionnellement associés. J'ai participé moi-même à 53 de ces consultations. Le seul regret que j'ai à formuler tient à la faible participation à la consultation en ligne organisée par la Commission européenne auprès de tous les Européens, faute d'une communication suffisamment dynamique. À l'échelle européenne, je note qu'en Italie le nouveau gouvernement a annulé en cours de route les consultations citoyennes en estimant que demander l'avis des gens était dangereux. C'est le seul pays de l'Union à n'avoir rien fait. Cela correspond bien à la définition d'un populiste à mes yeux : parler au nom du peuple, mais surtout ne pas le consulter.

Q - En lisant les comptes-rendus, on est surpris de voir que les Français veulent confusément plus et mieux d'Europe...

R - Ils expriment énormément d'attentes et d'impatiences. Leur critique transversale sur tous les sujets vise à obtenir une Europe plus lisible et plus simple. Ils veulent savoir concrètement ce que l'Europe fait pour eux parce qu'ils ne savent pas ce qui s'y passe. Ils souhaitent également une Europe plus harmonisée.

Q - Notamment sur le plan social, c'est frappant...

R - Oui, ils assimilent l'Europe à l'ultralibéralisme. Il y a une grande attente par exemple d'un SMIC européen et d'une harmonisation des minimas sociaux. Ils souhaitent aussi que l'UE soit plus engagée et plus ambitieuse sur l'environnement pour lutter contre le changement climatique mais aussi sur la sécurité alimentaire et sur les normes sanitaires.

Q - D'où leur crainte fortement exprimée des lobbys qui oeuvrent à Bruxelles...

R - Les lobbies sont nombreux à Bruxelles, mais cela ne veut pas dire que l'Europe n'y résiste pas. J'ai assisté moi-même de très près à un lobbying démentiel lors du débat sur réforme du droit d'auteur. Une eurodéputée française m'a confié qu'elle avait reçu plus de 70.000 courriels en provenance des plateformes des géants du numérique dont la moitié adressés depuis Washington. On ne peut pas pour autant interdire les lobbies dont font aussi partie les ONG d'intérêt général. Il y a des règles européennes, elles doivent être respectées strictement. Et il faut encadrer la pratique pour la rendre toujours plus transparente.

Q - Les Français veulent plus et mieux d'Europe mais jusqu'à quel point ?

R - Je ne m'attendais pas à ce que le souhait d'une Europe-puissance soit si fortement affiché, notamment en matière de défense. L'environnement international y est pour beaucoup depuis l'annexion de la Crimée par une Russie plus agressive, un Moyen-Orient des plus instables et avec l'arrivée d'un allié américain très imprévisible.

Q - C'est dans ce contexte que le président Macron puis la chancelière Merkel parlent sans ambages d'une "armée européenne". Est-ce vraiment ce que souhaitent les Français ?

R - Emmanuel Macron a utilisé une expression emblématique pour frapper les esprits. Car l'Europe de la défense qui progresse avec des "coopérations structurées permanentes", un "fonds européen de défense" ou une "initiative européenne d'intervention", cela ne parle pas à tout le monde. L'idée est bien pourtant de travailler militairement davantage ensemble pour être capable d'intervenir pour l'évacuation de ressortissants dans des zones de crise par exemple. Il ne s'agit pas pour nous d'être contre les Etats-Unis mais de prendre notre destin en main pour ne plus compter éternellement sur les autres. Je constate que, jusqu'à présent, Donald Trump a été le meilleur garant de l'unité européenne, peut-être à son corps défendant. L'an dernier, il voulait un pilier européen de l'OTAN davantage capable de partager le fardeau avec les Etats-Unis. Il ne peut pas nous reprocher maintenant de l'avoir écouté. Nous voulons devenir des alliés plus forts, pas forcément des clients. Souhaite-t-il nous voir augmenter nos budgets de défense uniquement pour acheter du matériel américain ?

Q - Donald Trump favorise-t-il la montée des populismes en Europe ?

R - Viktor Orban est au pouvoir en Hongrie depuis huit ans maintenant. Le président Erdogan était également au pouvoir bien avant Donald Trump : c'est un phénomène mondial qui repose en grande partie sur la simplification des discours politiques. Mais tous les nationalismes européens ne s'additionnent pas. Voyez l'Italie où Matteo Salvini veut davantage de solidarité européenne pour répartir les flux de migrants, ce que Marine Le Pen refuse d'un bloc. Je constate également que tous les "nationalistes" européens ont une fascination commune pour Donald Trump et Vladimir Poutine, ce qui est troublant.

Q - Allez-vous continuer à faire campagne pour les européennes sur la thématique des progressistes contre les populistes ?

R - Ce n'est pas un slogan de campagne mais une réalité que l'on constate. Nous combattons le

nationalisme pour ne pas en subir les conséquences. Cette vision des choses est dénoncée aujourd'hui par ceux qui n'ont pas su arrêter la montée du nationalisme ces dernières années. Je rappelle que le premier parti de France aux élections européennes en 2014 était le Front national de Marine Le Pen. Le nationalisme s'accompagne aujourd'hui d'une régression de l'Etat de droit, que ce soit en Hongrie, en Pologne et avec une Roumanie qui nous inquiète. On ne peut pas s'en satisfaire. Nous n'avons jamais prétendu avoir le monopole du progressisme. D'autres le sont aussi, qu'ils soient écologistes, sociaux-démocrates, etc... Mais nous allons continuer à porter le projet d'une Europe plus ambitieuse, plus exigeante et plus souveraine, une Europe-puissance qui protège ses citoyens et maîtrise les transformations pour ne pas subir un monde dans lequel l'Europe n'aurait plus son mot à dire.

Q - Cette Europe se fera sans le Royaume-Uni si le Brexit va au bout. L'accord obtenu cette semaine nous en rapproche.

R - Nous saluons les progrès substantiels obtenus grâce au travail accompli depuis plus d'un an par Michel Barnier. La France, comme l'ensemble des Etats membres, est en train d'examiner très attentivement le projet d'accord. Nous voulons un bon texte qui veille scrupuleusement aux intérêts de l'Union européenne. Nous serons particulièrement attentifs au maintien des conditions d'une concurrence équitable et à ce que les pêcheurs européens continuent à accéder aux eaux britanniques à l'avenir. Ce que nous ne voulons à aucun prix, ce serait un accord qui affaiblirait l'UE. Nous respectons la décision des Britanniques de quitter l'UE mais nous n'avons pas choisi de nous porter tort à nous-mêmes. Nous veillerons à ce que les intérêts de nos citoyens et de nos entreprises soient protégés ainsi que la paix en Irlande./.